

Les grands programmes de coopération économique entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement constituent un autre exemple où le sens grandissant des responsabilités à l'endroit de la communauté internationale traduit un nationalisme éclairé. L'idée même de cette entreprise mondiale a pris racine dans la conscience du public au cours des vingt dernières années seulement. Là encore, ceux qui cherchent des raisons de se décourager après un effort relativement bref trouvent ici un nouvel argument. Grâce aux statistiques de la première décennie du développement, nous savons que les revenus par habitant des pays industrialisés -- déjà beaucoup plus élevés que ceux du Tiers-monde -- s'accroissent à un rythme presque deux fois plus rapide que celui des pays en voie de développement. Nous savons que dans les pays riches la consommation d'énergie par habitant est de cinq à dix fois la moyenne mondiale et que, bien indépendamment de la teneur protéinique, la consommation d'aliments calorifiques par habitant est presque le double de celle du monde en voie de développement. Ces écarts sont considérables. Certains vont s'aggravant. Entre-temps, les efforts consentis par les pays en voie de développement pour renforcer leurs économies sont partiellement engloutis dans le soutien de populations qui, en Asie, en Afrique et en Amérique latine, s'accroissent à un rythme oscillant entre deux et trois pour cent par an, soit le double ou plus du taux de croissance de l'Europe et de l'Amérique du Nord.

Les ressources consacrées à la solution de ces problèmes de développement et d'écart sont nettement insuffisantes. Pour en augmenter la quantité et la qualité, les pays en voie de développement doivent poursuivre leurs efforts héroïques et les pays nantis trouver les moyens de hausser le volume de leur contribution. On doit aussi s'attaquer aux problèmes sociaux, étant donné l'interdépendance du progrès social et de la croissance économique.

Au Canada, je suis heureux de le dire, la conscience soutenue de ces problèmes de la part du public a permis au Gouvernement d'affecter des ressources toujours plus grandes aux programmes de coopération économique. Je crois que cette tendance se maintiendra. Elle s'accompagnera d'une volonté accrue d'assurer à la coopération les modes d'aide les mieux adaptés à nos capacités de fournisseurs et aux besoins des utilisateurs que sont nos partenaires. Nous prévoyons également adopter des mesures destinées à améliorer les conditions d'accès sur nos marchés des pays en voie de développement.

Pour ce qui est des relations économiques en général, certaines tendances actuelles favorisent un certain pessimisme. Dans le cadre international actuel, il n'est pas facile de concilier les relations commerciales des économies industrialisées avec celles du monde en voie de développement ni les économies de marché avec les économies socialistes. Il existe, chez certaines nations commerçantes, des tendances alarmantes au protectionnisme, tendances qui accompagnent en partie la constitution de blocs commerciaux. L'appareil monétaire international fonctionne sous des tensions extrêmes et appelle une stabilisation immédiate.